

DROIT DE L'ENTREPRISE En Assas et la Sorbonne mènent la

Avec 36 600 nouveaux inscrits en 2011, un chiffre en constante hausse, le droit continue de faire amphis combles. Mais attention au mirage. Les juristes ont, selon l'Apec, un taux d'emploi globalement inférieur à celui de l'ensemble des jeunes diplômés. Le droit des affaires, le droit fiscal et le droit social font certes partie des spécialités les plus por-

teuses. Mais là aussi, il existe de forts contrastes : seuls quelques rares privilégiés intégreront les grands cabinets anglo-saxons, dont les rémunérations de départ se situent autour de 80 000 euros annuels (en honoraires), quand, chez les Français, elles oscillent entre 40 000 et 60 000 euros. Ce qui est conséquent. Surtout comparé à celles des jeunes qui optent directement pour les directions

juridiques des grandes sociétés, où l'on démarre plutôt autour de 35 000 euros. Cette hiérarchie se retrouve dans les masters eux-mêmes. Plus ils sont réputés, plus leurs diplômés se destineront à la carrière d'avocat d'affaires, pour autant qu'ils aient eu le barreau. Dans les formations moins huppées, les débouchés seront plus variés. Et même si la tendance générale est de présenter le concours d'avocat,

beaucoup se contenteront de laisser la robe noire dans le placard et feront carrière en entreprise. Envie de viser le sommet ? Si l'université reste la seule voie pour accéder aux métiers du droit, elle ne suffit plus. Même les étudiants de Paris-I Panthéon-Sorbonne et Paris-II Assas, toujours les plus appréciés, doivent pour se distinguer compléter leur cursus par un diplôme d'école de commerce

tête, danse

et un Master of Law (LLM), sanctionnant une année à l'étranger. C'est le cas également pour les titulaires du très exigeant diplôme de juriste conseil en entreprise (DJCE), proposé dans onze facs en France. Seul le droit social fait un peu bande à part. Traditionnellement moins rémunérateur, il ne nécessite pas la même surenchère sur les CV pour faire de belles carrières. *Marion Perrier*



Laure Kroely, 24 ans, master droit des affaires et management Paris-II. Juriste junior chez Philips France.
 Sa mission Basée à Suresnes, elle intervient notamment dans la rédaction des contrats commerciaux pour la branche «healthcare» de Philips (scanners, échographes, appareils de radiologie...) destinés aux professionnels de la santé.
 Son salaire 38 400 €/an.

NOTRE SÉLECTION DES MEILLEURES FORMATIONS

Diplôme	Taux d'admission (1)	Nombre de diplômés (2)	Taux d'emploi (3)	Rémunération de départ (4)	Particularité	L'avis de Capital
DROIT DES AFFAIRES						
Magistère juriste d'affaires, DJCE Paris-II Assas	3% (5)	30	100%	85 000 euros	Tres difficile d'entrer en dernière année, la quasi-totalité des élèves provenant de la filière interne magistère.	...es meilleurs, qui débutent dans des cabinets très prestigieux, tirent la moyenne des revenus vers le haut.
Droit des affaires et fiscalité Paris-II Assas	6%	24	100%	70 000 euros	Un accord avec l'Essec permet aux diplômés d'être admissibles au concours s'ils souhaitent poursuivre leurs études.	La crème des cabinets d'avocats (Bredin Prat, De Pardieu Brocas, Cleary Gottlieb...) recrute dans ses rangs.
Juriste d'affaires Paris Descartes	3%	30	100%	55 000 euros	Bien peu d'étus pour 1 000 candidats à cette formation généraliste. 75% des diplômés démarrent en cabinet.	Surprise. Cette fac, bien connue en médecine, a aussi une belle filière de droit, en affaires et en fiscalité.
Juriste d'affaires franco-anglais Paris Sud	5%	31	100%	55 000 euros	Possibilité de partir six mois à l'université de Montréal pour se perfectionner en droit des affaires nord-américain.	Les grands cabinets exigeant un anglais juridique courant, ce cursus est bien placé pour y caser ses élèves.
Droit de l'entreprise et des affaires, DJCE Nancy	6%	20	100%	50 000 euros	L'entrée se fait, non pas sur dossier comme d'ordinaire en M2, mais avec des épreuves écrites et orales. Exigeant.	Réputé pour l'accent mis sur la fiscalité, ce DJCE voit ses jeunes partir en cabinet (60%) ou en entreprise.
Droit des affaires et management Paris-II Assas	5%	28	100%	45 000 euros	Double formation (et diplôme) en droit des affaires et en management, le cursus se déroulant en alternance.	Un positionnement original pour ce master récent, mais qui est déjà apprécié dans les grands groupes.
Droit de l'entreprise et des affaires, DJCE Rennes	8%	25	100%	45 000 euros	Cabinets d'avocats, banques, entreprises industrielles, études notariales... les débouchés sont des plus variés.	Vieux de 41 ans, c'est l'un des plus anciens cursus en droit des affaires. Il conserve une belle notoriété.
Droit des affaires Paris-Dauphine	20%	26	90%	40 000 euros	Dauphine oblige, cette formation généraliste prévoit aussi des cours en comptabilité et analyse financière.	Boilore, BNP Paribas ou Fidal et CMS Francis Lefebvre... Débouchés en entreprises ou cabinets de qualité.
Droit des affaires et fiscalité, DJCE Montpellier	4% (5)	27	100%	36 000 euros	Attention : la grande majorité des étudiants du cursus ont été sélectionnés dès la dernière année de licence (L3).	Bonne réputation, notamment en contrat d'affaires. C'est ici que le diplôme DJCE a été créé en 1966.
Droit et fiscalité de l'entreprise Aix-Marseille université	2% (5)	34	100%	25 000 euros	Avocats d'affaires, experts-comptables, inspecteurs des impôts ou conseillers d'Etat : les profils des profs sont variés.	Bonne cote aussi pour cette filière. La fac est connue pour son centre d'études fiscales et financières.
DROIT FISCAL						
Droit des affaires et fiscalité Paris-I Panthéon-Sorbonne	4% (5)	60	100%	85 000 euros	Double diplôme possible avec HEC. 85% de la promotion se lance en cabinet d'avocats, le reste en entreprise.	Codirigé par un pont de la fiscalité, Daniel Gutmann, ce master est aussi très apprécié en droit des affaires.

NOTRE SÉLECTION DES MEILLEURES FORMATIONS

Diplôme	Taux d'admission (1)	Nombre de diplômés (2)	Taux d'emploi (3)	Rémunération de départ (4)	Particularité	L'avis de Capital
Droit fiscal Paris-II Assas	4%	20	100%	60 000 euros	La majorité des étudiants suivent la filière en apprentissage. Utile pour acquérir plus rapidement de l'expérience.	Le codirecteur, Gauthier Blanluet, est associé du prestigieux cabinet d'affaires américain Sullivan & Cromwell.
Fiscalité de l'entreprise Paris-Dauphine	6%	31	100%	55 000 euros	Six mois de cours avec une priorité donnée aux études de cas et simulation de projets. On fait dans la pratique.	Encore une formation qui fait l'unanimité au sein des grands cabinets fiscalistes. 80% des diplômés partent y travailler.
Fiscalité internationale Paris-II Assas	9%	24	100%	45 000 euros	La moitié de la promo est réservée à des étudiants d'HEC. Il ne reste plus beaucoup de place pour les autres.	Depuis sa création en 1986, ce master très réputé a diplômé plus de 500 fiscalistes. Un réseau d'anciens précieux.
Fiscalité appliquée Paris Est Créteil	8%	19	93%	40 000 euros	100 heures de droit fiscal international, 36 de droit comparé, un partie en anglais avec des profs étrangers.	Sans avoir la notoriété des masters ci-dessus, c'est une bonne formation dirigée par un expert reconnu en fiscalité.
Droit fiscal des affaires Rennes-I	5%	12	100%	35 000 euros	Landwell, CMS Francis Lefebvre, Fidal, TAJ ou Ernst & Young : les profs avocats sont tous membres de grands réseaux.	Si, si, il existe de bons masters en droit fiscal ailleurs qu'en région parisienne. 60% de la promo s'oriente en libéral.
Droit et ingénierie fiscale Lyon-III	11%	20	100%	30 000 euros	Outre les 300 heures de cours, des conférences techniques ou pratiques (entretiens d'embauche) sont données.	Un exemple intéressant de formation bien implantée localement, mais tous les diplômés ne restent pas qu'en région.
Fiscalité Dijon	8%	18	100%	28 000 euros	Des intervenants de haut niveau, dont un avocat général à la Cour de Justice européenne, y donnent des cours.	L'université de Dijon abrite un très respecté centre de recherches fiscales, auquel ce bon master est adossé.
DROIT SOCIAL						
Droit et pratique des relations de travail Paris-II Assas	7%	24	100%	46 000 euros	Formation en alternance (six mois de cours et sept en entreprise ou cabinet). Chaque élève est parrainé par un pro.	Unanimité des spécialistes au sujet de cette formation d'excellence, dirigée par un pont de droit social, Bernard Teyssie.
Juristes de droit social Paris-I Panthéon-Sorbonne	6%	30	100%	40 000 euros	A l'issue de leur formation, la majorité des élèves s'orientent vers les grands groupes (Total, EDF, Microsoft, Axa...)	Des cours de haut niveau dispensés aux deux tiers par des professionnels, dont des conseillers à la Cour de cassation.
Droit social et relations sociales Paris-XIII	6%	21	100%	35 000 euros	Les cours prennent la forme de mise en situation professionnelle, à partir de cas vécus en entreprise ou en cabinet.	La réputation de ce master a conduit Sciences po Paris à passer un accord avec lui pour des cours en commun.
Droit social et gestion des ressources humaines Paris-X Nanterre	6%	27	95%	34 000 euros	Accor, Air France, Natixis... De grands groupes accueillent la promo en apprentissage (trois jours par semaine).	Adossé à un centre de recherche en droit social très réputé, ce master bénéficie d'enseignants de haut niveau.
Droit et pratiques des relations de travail Montpellier-I	5%	19	100%	33 000 euros	Le cursus se déroule en deux fois deux tranches de cours à la fac et stage en entreprise de trois à quatre mois.	Encore un excellent cursus en droit social dirigé par un expert reconnu au niveau national, Paul-Henri Antonmattel.

brut calculée à partir des honoraires pour les avocats et du salaire pour les juristes en entreprise. (5) Hors passage majoritaire en M2 des étudiants du M1.